

## La gauche en la Amérique Latine et le nouveau développementisme

Henri Ausseil

Paris, Octobre 25, 2012.

Ce qui se passe en Amérique Latine défie nos grilles de lecture et donne lieu à gauche à des analyses contrastées. Partout où des gouvernements rejetant la mondialisation libérale sont au pouvoir selon les schémas qui nous sont familiers, comme au Brésil (au Chili et au Paraguay elle n'a pu se maintenir), il s'agit d'une gauche sociale-démocrate très modérée, assez proche de ses homologues européens. Le bonapartisme au Venezuela et l'indigénisme en Bolivie défient nos critères. En Argentine c'est encore pire : c'est un gouvernement péroniste que l'on classe à droite qui a pris les mesures les plus proches de ce que nous identifions comme une politique de gauche. Et ce sont les gouvernements les plus hétérodoxes qui prennent les mesures les plus radicales.

Si nous suivons Luiz Carlos Bresser-Pereira et Daniela Theuer (*Recherches Internationales* n°93), pour comprendre ce qui se passe, il faut partir du triomphe dans ces régions de l'idéologie libérale dans une zone économiquement dominée à partir des années 90. La bourgeoisie compradore s'est précipitée dans la dollarisation avec afflux de capitaux de l'Empire. Après un début flatteur cela a été partout un vrai désastre, dont l'Argentine est l'exemple le plus achevé. La bourgeoisie industrielle et agraire en a souffert tout autant que les salariés et les retraités, le pot de terre ne résistant pas au pot de fer. Même le Chili de Pinochet en son temps a fait marche arrière ! Le traumatisme pèse si lourdement **que la propagande sur les bienfaits du libéralisme, encore opérationnelle en France (mais plus du tout en Grèce) n'a aucune chance de convaincre un latino-américain (mis à part les rares qui y trouvaient leur compte).**

**Selon les auteurs cités une étrange alliance s'est formée entre la bourgeoisie industrielle ruinée par le capitalisme mondialisé, la bourgeoisie « bolivarienne »**

**issue de la résistance populaire**, le peuple y compris les plus démunis, l'armée dans certains cas. En face on trouve sans surprise les compradores propriétaires des médias mais aussi les syndicats corporatistes du pétrole attachés aux privilèges que confère un bon salaire dans un pays de misère, et certaines couches moyennes effrayées de l'intrusion des barbares indigènes ou miséreux dans le jeu bien huilé des blancs et des colorados qui rythmait depuis deux siècles (avec les *golpes*, les coups d'état) la vie politique en Amérique latine.

**Etrange configuration pour nous.** Alors que chez nous la configuration de gauche classique PS-PC conduit à Hollande, Blair ou Zapatero, cette voie bizarre conduit à Chavez ou Morales, et les gouvernements les plus favorables aux USA comme la Colombie ou le Chili sont amenés parfois à des choix incomparablement plus progressistes que les socio libéraux européens. Une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Alors que Chavez a triplé la part du PIB consacrée à l'éducation, que l'extrême pauvreté au Venezuela est passée de 30% en 2003 à 7,5% en 2009, la pauvreté de 54,7% en 1995 à 26,8% en 2010 et le taux de mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) de 32 pour 1000 en 1990 à 16 pour 1000 en 2009, les résultats au Brésil sont beaucoup plus modestes, l'aide aux plus démunis représentant moins de 1% du PIB et la mortalité infantile 20,6 pour mille en 2012. **Remarquons toutefois que la social-démocratie et la droite péroniste latino-américaines reconstruisent l'Etat providence alors que leurs homologues européens le détruisent.**

Bresser et Theuer adoptent un concept au nom barbare que nous conserverons faute de mieux, le **nouveau développementisme**, pour identifier ces politiques suivies avec plus ou moins de bonheur et plus ou moins d'énergie.

Pourquoi « nouveau » ? Parce que ces pays dans les années 60 ont connu un « développementisme » (souvent qualifié de miracle en occident, y compris malheureusement dans les manuels du secondaire) basé sur l'exportation et donc sur la croyance que plus on attirerait de dollars plus le pays serait riche, en somme un colbertisme rajeuni. Le miracle a disparu des manuels, confronté à la triste réalité. Avec les dollars sont arrivés les propriétaires des dollars, ((avec comme mercenaires les golden boys) qui ont pris l'argent, le beurre, la crème et la crèmerie. C'est la maladie hollandaise. Le terme apparaît pendant les années 1960 quand les revenus commerciaux des Pays-Bas ont considérablement augmenté à la suite de la découverte de grands gisements de gaz dans la province de Groningue, puis dans le reste du pays et en mer du Nord. Suite à l'accroissement

des recettes d'exportations, la devise hollandaise s'est appréciée, ce qui a nui à la compétitivité-prix des exportations non gazières du pays. Bien que touchant principalement les pays pétroliers, le phénomène peut être comparé avec toute surévaluation du taux de change liée à une entrée massive de devises (exemples : mise en valeur de ressources naturelles, hausse marquée des prix d'une matière première, flux massifs d'investissements directs étrangers entrants). Le résultat étant un endettement massif pour le pays.

A quoi reconnaît-on ce nouveau développementisme ?
--

### Le rôle de l'Etat

Le nouveau développementisme limite ce rôle aux industries monopolistiques, en particulier à celles de l'infrastructure et des services publics. Il souhaite une planification limitée aux industries monopolistiques, en particulier à celles qui forment l'infrastructure de l'économie et à celles du secteur minier et pétrolier. Ce n'était pas la voie de Cuba ni même celle des présidents progressistes du Brésil à l'époque de Kubitschek. On est beaucoup plus proche de l'actuelle voie chinoise de pilotage par le haut, avec maintien du profit privé aux niveaux intermédiaires .

### Taux de change compétitif

Le vieux développementisme croyait en l'existence d'une contrainte étrangère structurelle sur la croissance économique, une pénurie permanente de dollars ou autres monnaies de réserve; il ne croyait pas en la possibilité pour les pays en développement d'exporter des biens manufacturés et ne prêtait aucune attention à un taux de change compétitif . **Le nouveau développementisme affirme que cette contrainte n'existe que dans la mesure où un taux de change entièrement flottant tend à être chroniquement surévalué dans les pays en développement, et explique cette situation par le syndrome hollandais et par les entrées excessives de capitaux qui sont causées par une telle maladie ou malédiction provenant des ressources naturelles, par la conviction que les pays à revenu intermédiaire ont « besoin » de capitaux étrangers, par la stratégie consistant à utiliser le taux de change comme point d'ancrage nominal pour maîtriser l'inflation, et par le populisme des taux de change (la pratique de nombreux politiciens de la fixation du taux de change, ce qui dans le court terme, permet de réduire l'inflation, d'augmenter**

**artificiellement les salaires et de faciliter leur réélection). La conséquence est l'endettement extérieur.**

Le nouveau développementisme rejette une telle politique, fait valoir qu'il y a habituellement un taux élevé de l'épargne intérieure par l'épargne étrangère, et souligne le risque permanent de crise monétaire ; **il souhaite une stratégie de croissance basée sur le financement national et l'épargne intérieure**, et il plaide en faveur d'excédents des comptes courants quand le pays souffre de la maladie hollandaise, parce que, quand elle est neutralisée, un surplus en compte courant se matérialise nécessairement. Le taux de change doit être concurrentiel pour les industries de produits exportables utilisant une technologie de pointe..

C'est l'abandon du protectionnisme classique. L'industrie manufacturière des pays à revenu moyen n'est plus « naissante », elle a besoin d'un taux de change compétitif et de droits de douane élevés plus sur les exportations que les importations.

le nouveau développementisme rejette la notion de choix entre un taux de change fixe et un taux de change flottant, et en se fondant sur le modèle de la tendance cyclique et chronique à la surévaluation du taux de change, se prononce en faveur d'une gestion serrée du taux de change par le biais d'achat et de vente de devises fortes, de contrôles de capitaux, et de **taxes sur les exportations** des produits qui génèrent le syndrome hollandais.

### **Comment stimuler la croissance ?**

Le nouveau développementisme refuse le choix facile de l'inflation lorsque le pays est un pays à revenu intermédiaire,

**La croissance doit être induite par les salaires et non par les exportations** . Le nouveau développementisme recherche une augmentation des exportations de biens manufacturés, mais veut que les salaires augmentent avec la productivité, pour un « développementisme social » concerné par la distribution.

Il s'agit d'une stratégie souple de développement national, une somme de valeurs, d'objectifs, de politiques, de lois, et principalement d'ententes et compromis qui créent de bonnes possibilités d'investissement pour les entrepreneurs et améliorent les conditions de vie de la population. Ainsi, une sorte de consensus social pour les politiques adoptées est essentiel.

## La démocratie

**L'existence d'un accord social ne signifie pas un consensus.** Les élites libérales et dépendantes et les intérêts étrangers continuent à s'opposer à une politique où l'État joue un rôle stratégique et à lutter en faveur de l'orthodoxie libérale. Cela ne veut pas dire que l'accord au sein de la coalition de classes développementiste est permanent. Celle-ci doit être constamment reconstruite, parce que la possibilité qu'elle se brise ou se divise est toujours présente. Lorsque cela se produit, l'accord politique prend fin, ce qui ouvre la voie à la lutte des classes, à la domination libérale et à la répression sociale. Lorsque ces politiques et leur soubassement théorique ne sont pas imposés par la force, on peut supposer que, malgré des problèmes institutionnels de représentation, le pacte social se fonde sur la nation et bénéficie de soutien politique. Dans les démocraties, la mise en œuvre implique que le gouvernement adopte **une stratégie de développement qui compte sur le soutien du peuple** et d'une partie des élites, un large soutien reliant différentes parties de la société, un soutien signifiant que différentes fractions ou sections de classes sociales sont capables de conclure un accord tacite en faveur du développement national.

Le rôle de l'État est de créer des opportunités d'investissement, investir si nécessaire et réglementer les marchés, en particulier les marchés financiers, pour assurer la croissance à la stabilité des prix et stabilité financière. **Le développement est considéré non seulement comme la croissance économique et l'industrialisation, mais aussi la réduction des inégalités sociales et l'amélioration du niveau de vie.** Un nouvel État développementiste ne doit pas-nécessairement suivre toutes les orientations politiques que nous avons présentées, mais il a une stratégie nationale de développement, soutenue par une coalition de classes axée sur le développement. Cet État a un rôle stratégique en investissant dans les industries monopolistiques naturelles, en régulant les marchés financiers, en stimulant l'investissement et le progrès technique, et en ayant des politiques sociales ou distributives, en particulier un système de protection sociale important pour assurer la qualité de vie pour tous. Le but de pays à revenu intermédiaire est de rattraper les pays riches. Alors que la stratégie libérale orthodoxe est rarement compatible avec la croissance à long terme, le nouveau développementisme le permet. Mais l'État développementiste ne peut réussir que dans les pays qui ont déjà achevé leur révolution industrielle.

On conçoit que cette voie, qui demeure capitaliste, qui explore plusieurs façons de dépasser le capitalisme rentier international, qui suppose des rassemblements bien au-delà de la gauche classique, intéresse au plus haut point tous ceux qui se posent la question du dépassement en Europe... et en France.